

LES NOUVELLES d'AUBER

LE JOURNAL DE LA VILLE D'AUBERVILLIERS - N°35 - 10 AU 17 AVRIL 2020

La distanciation sociale est respectée aux abords des commerces.

Depuis plusieurs semaines, les services municipaux sont en première ligne pour prévenir et freiner l'épidémie de coronavirus. La santé de tous est au cœur des préoccupations de la Municipalité. Grâce à eux, grâce au service public donc, la vie s'organise. Le Centre municipal de santé, sur le devant de la scène, renforce son accueil téléphonique. Il répondra à vos questions et vous orientera en cas de problème. Il est là pour vous tous, y compris ceux qui ne sont pas atteints par le Covid-19 et qui ont des maladies chroniques.

Dans notre ville, personne n'est laissé de côté. Ceux d'entre nous qui sont les plus « fragiles » sont l'objet de toutes les attentions. Les migrants ont été mis à l'abri. Les femmes victimes de violences conjugales requièrent toute notre vigilance.

N'oublions pas non plus de rendre hommage aux caissiers, aux épiciers, conducteurs de bus, facteurs, pharmaciens... (la liste est longue), qui, bravant le danger, nous rendent la vie plus aisée. Leur courage et leur abnégation ne sont plus à prouver.

Respecter le confinement est le plus sûr moyen de vaincre cette épidémie, et, par conséquent, de les aider. Ce que vous faites.

La rédaction

Un quotidien qui s'organise



» Maria Mercader, adjointe à la Santé et au Handicap.

« L'annonce du confinement a presque été un soulagement pour nous »

Maria Mercader, adjointe à la Santé et au Handicap, nous parle des mesures sanitaires prises par la Municipalité depuis l'arrivée du virus, de l'organisation du Centre municipal de santé (CMS), et revient sur les inquiétudes du début.

Quelles furent les premières actions menées pour la lutte contre le Covid-19 ?

Maria Mercader : Depuis que cette épidémie a été déclarée en Chine, je l'ai prise très au sérieux, ainsi que la Maire et Luc Ginot, le directeur de la Santé publique, d'ailleurs. Je me rappelle que fin janvier, à l'occasion d'un repas avec des seniors, certains, inquiets, ont commencé à nous poser des questions à ce sujet. Comme nous avons une importante population chinoise à Aubervilliers, les gens avaient peur que le virus arrive directement chez nous. Evidemment, nous y avons vu

une sorte de stigmatisation. Nous avons donc décidé avec la Maire d'informer les habitants rapidement sur la situation. La majorité de la population chinoise d'Aubervilliers vient d'une province très éloignée de la région de Wuhan, le foyer du Covid-19. Il fallait calmer les esprits. Luc Ginot, directeur de la Santé publique et de la réduction des inégalités à l'ARS (Agence régionale de santé, ndlr) nous a contactés et nous avons organisé une réunion à la Mairie avec les représentants de la communauté chinoise. À cause de cette stigmatisation, les gens ne voulaient plus aller faire leurs achats dans le quartier chinois. Pour ces commerçants, cette défiance s'est ressentie économiquement. Nous voulions leur dire qu'ils avaient notre soutien. Finalement, l'épidémie qu'on pensait venir de Chine à Aubervilliers est arrivée en France par un tout autre biais.

Considérez-vous que la population albertainne soit plus exposée qu'une autre ?

Depuis le début, nous redoutions, si le virus arrivait ici, des conséquences dramatiques. Nous avons une population jeune, certes, mais précaire. Et malheureusement, c'est en train d'arriver.

Avez-vous pu anticiper les mesures d'hygiène recommandées par le gouvernement depuis ?

Je vais tous les jours en Mairie et j'ai senti que les gens étaient inquiets, notamment les filles qui tiennent

l'accueil. Il y a beaucoup de monde qui passe tous les jours. Alors nous avons mis des grandes bouteilles de gel hydroalcoolique dans les accueils de la Municipalité et au Centre municipal de santé. Ça, c'était avant que le gouvernement ne donne ses directives. Ensuite, dans le cadre des « Conférences du Vendredi », qui ont lieu

chaque semaine pour informer le personnel communal sur les évolutions dans tous les domaines (informatique, nouvelles technologies, etc.), nous avons décidé de faire une réunion sur le Covid-19 pour rassurer les gens. C'était au moment où on a découvert les premiers cas dans l'Oise. La salle était pleine. Nous avons donné les consignes élémentaires : bien se laver les mains, ne plus s'embras-

ser... et fait un point sur la situation.

Dans le cadre de l'épidémie, le maintien des élections vous a-t-il posé problème ?

On savait que le virus allait arriver chez nous et on pensait que les élections allaient être annulées. Et finalement, non. Nous nous sommes demandé s'il était raisonnable que les personnes de plus de 70 ans tiennent les bureaux de vote. Parce que c'est une obligation d'être président d'un bureau quand on est élu. Mon amie, Mériem Derkaoui, a fait savoir que s'il y avait des personnes qui ne se sentaient pas en sécurité ou qui avaient peur, elles pouvaient se retirer. Tout le monde a tenu. Et après les élections, on a eu les premiers malades.

Suite et fin page 3



» Aux côtés du docteur Fabrice Giraux, environ 25 personnes sont mobilisées chaque jour au CMS.

« La grande solidarité de tous les professionnels est exceptionnelle »

Aubervilliers a toujours soutenu ses Centres municipaux de santé (CMS) ayant à cœur de prendre en compte les spécificités propres à son territoire. La crise sanitaire met ces établissements sur le devant de la scène. État des lieux avec le docteur **Fabrice Giraux**, directeur de la Santé.

Quel est le dispositif spécifique mis en place par le CMS face à cette crise sanitaire ?

La crise sanitaire nous a obligés à adapter le dispositif de santé de la ville. Tout ce qui n'est pas urgent est différé. Nous constatons une augmentation du nombre de consultations en vidéo des médecins généralistes afin de pouvoir répondre aux besoins de la population sans que les personnes aient besoin de se déplacer. Sur l'ensemble des consultations du CMS, un tiers se fait par vidéo, un tiers est en lien avec le Covid-19 et le tiers restant gère les urgences de médecine générale et gynécologiques. Avec le Covid-19, nous avons également changé les horaires d'ouverture du CMS. Le centre est fermé entre 12 heures et 14 heures et ferme ses portes à 18 heures. En temps normal, il est ouvert de 8 h 30 à 19 h 30. Nous avons mis en place un système de tri à l'entrée du CMS pour séparer les patients qui sont susceptibles d'avoir le Covid-19 des autres. Les personnes qui présentent des symptômes conformes ou en lien avec le coronavirus sont prises en charge dans l'ex-relais d'assistance maternelle à côté du CMS.

Compte-t-on des cas de Covid-19 à Aubervilliers ?

Oui, nous avons des cas de Covid-19 confirmés à Aubervilliers. En raison de leur exposition, les soignants ont accès aux tests. Nous avons des collègues qui ont été testés positivement et pour un certain nombre de patients le diagnostic est hautement probable. Ces derniers présentent des symptômes d'anosmie (perte d'odorat) et d'agueusie (perte de goût) sans nez bouché. En une semaine, sur une centaine de patients suspects du Covid-19, nous avons décelé plus d'une vingtaine de cas probables, parmi lesquels trois cas graves. Pour ces trois personnes, nous avons dû soit les diriger vers les Urgences, soit faire intervenir le SAMU.

Avez-vous d'autres préoccupations que celles liées au Covid-19 ou qui découlent de cette pandémie ?

Oui, nous prenons en charge des patients qui n'ont pas

de symptômes en lien avec le Covid-19. Ils hésitent à consulter, soit par peur soit parce qu'ils ne parlent pas français ce qui ne leur permet pas de rentrer facilement en contact avec nous. Des patients qui ont des maladies chroniques ne consultent pas assez le CMS. C'est très préoccupant car le coronavirus a effacé les motifs de consultation du quotidien. Pourtant, la vie continue pour les patients malades. Celui qui avait du diabète avant le Covid-19 l'a toujours pendant la crise ! Nous avons passé beaucoup de temps à appeler directement nos patients pour les prévenir que nous sommes toujours et encore disponibles pour eux. La grosse préoccupation se porte sur les patients plutôt précaires et vulnérables. Ils peuvent être porteurs de maladies chroniques, mais ils ne vont pas vers les dispositifs de santé, même par téléphone.

Combien de personnes sont mobilisées par le CMS pour gérer la crise ?

Le CMS mobilise environ 25 personnes par jour : dispositif soignant, secrétaire d'accueil et personnel d'entretien. En présentiel par jour, on reçoit une centaine de patients, plus une cinquantaine en consultation vidéo, et entre 100 et 150 appels sont pris en charge par les médecins. Il n'y a toujours pas d'obligation de prise de rendez-vous pour venir au CMS.

Y-a-t-il des choses positives que vous souhaitez partager avec nous ?

Oui, bien sûr ! La grande solidarité de tous les professionnels mobilisés pour que le centre fonctionne correctement est exceptionnelle. Franchement, on a rarement vu une telle mobilisation. Tout le monde s'approprie les enjeux en lien avec la modification de notre dispositif et l'ouverture d'un nouveau lieu de consultation. Autre élément positif, les petits gestes de solidarité de la population pour nous remercier. On a le sentiment d'une atmosphère très facilitante et très aidante dans l'accompagnement. Les gens comprennent qu'on ne peut pas les recevoir tout de suite.

Propos recueillis par **Quentin Yao Hoquante**

Le Centre municipal de santé (CMS) Docteur Pesqué

Le centre est ouvert de 8 h 30 à 12 h puis de 14 h à 18 h avec un renforcement de l'accueil téléphonique.

Accueil médical : 01.48.11.21.90

Accueil infirmier : 01.48.11.21.91

Accueil dentaire : 01.48.11.22.10

Si vous êtes malade :

- Contactez en priorité votre médecin traitant.
- Sinon, contactez le CMS. En fonction de la situation, vous bénéficierez soit d'une consultation téléphonique ou vidéo, soit vous serez invité à venir au Centre de santé.
- Tous les rendez-vous de spécialistes sont annulés, sauf pour la gynécologie.

« Dans le magasin, nous encourageons nos clients à respecter les distances »



Yazid Makhilla et ses salariés ont repensé leur façon de travailler pour préserver la santé de tous.

Le Panier Oriental est un magasin d'alimentation de l'avenue de la République. Ouvert tous les jours, on y trouve tout ce dont on a besoin. Yazid Makhilla, son propriétaire, nous raconte comment il travaille dans cette période tourmentée.

Qu'est-ce que cette crise sanitaire a changé dans votre façon de travailler ?

Habituellement, nous sommes ouverts 7 jours/7, de 8 heures à 20 heures. En ce moment, c'est de 9 heures

à 19 heures. Et avec le récent arrêté préfectoral, nous fermons le dimanche à 13 heures. Avant l'annonce du confinement, les gens se sont précipités pour acheter tout ce qu'on peut garder, les pâtes, le riz, etc. Et le jour du confinement, à midi moins cinq, il n'y avait plus personne ! Au fur et à mesure, les gens se sont adaptés et maintenant ils ne sortent que pour les courses et on arrive à bien gérer. Nous, on était contents que le président annonce ce confinement parce qu'avant il y avait tellement de monde qu'on n'arrivait pas à mettre les produits dans les rayons. Je ne me préoccupais même plus de la recette, j'étais stressé, angoissé et j'avais peur qu'un jour ça dégénère. Les gens étaient agressifs et se disputaient dans le magasin. Quand il y a trop de monde, ce n'est plus du commerce.

Depuis le confinement votre façon de travailler est donc plus agréable ?

Depuis le confinement, c'est magnifique ! Les gens respectent les consignes. Ils portent des gants, un masque

« Ce qui m'a rassuré, c'est la façon dont les gens respectent les consignes »

ou un foulard, tout le monde joue le jeu. Pour nous, les protections sont obligatoires, et on se lave les mains avec du gel et du savon. Dans le magasin, nous encourageons nos clients à respecter les distances et on les fait rentrer cinq par cinq. J'ai aussi protégé l'endroit de la caisse avec une plaque en plastique dur comme dans les supermarchés. Les clients posent la marchandise sur le tapis et la reprennent de l'autre côté. C'est très efficace. Maintenant on est bien organisés.

Nous travaillons à trois : un à la caisse, un qui remplit les rayons et un qui s'occupe des clients. On va pouvoir continuer comme ça, aucun de nous ne sera obligé de rester chez lui parce que nous gérons très bien la situation. Maintenant, on dirait que les gens viennent sur rendez-vous, toutes les vingt minutes il y en a qui rentrent et d'autres qui sortent.

Rencontrez-vous des difficultés à acheminer votre magasin ?

C'est vrai qu'il y a des ruptures, par exemple la farine, la levure, quelques sortes de pâtes. Certains de nos fournisseurs sont tellement débordés qu'ils ont dû changer leur mode de fonctionnement. Maintenant, on envoie nos commandes par mail, on effectue le virement, on reçoit la facture et une semaine après la marchandise est livrée. On ne travaillait pas du tout comme ça avant ! Du coup, tout est décalé de dix jours, mais on y arrive quand même.

Prenez-vous des précautions particulières quand vous rentrez chez vous ?

Avant de partir de la boutique j'enlève les gants, le masque et je lave bien mes mains. Je frotte avec du gel hydroalcoolique les parties qui ont pu être en contact avec les cartons : mes poches, mes manches, ma ceinture et encore mes mains, parce qu'on ne sait jamais. Je remets des gants et je rentre chez moi. Quand j'ouvre la porte de l'appartement, ma femme et mon fils s'écartent dans la cuisine. Depuis le début, ma femme me laisse un torchon imbibé d'eau de javel derrière la porte pour que j'y laisse mes baskets. Je vais directement prendre une douche et je me change. Ensuite, c'est bon, je peux rejoindre ma femme et mon fils. Je fais ça tous les jours. C'est comme ça, on est obligés.

Vous êtes exposé toute la journée, avez-vous peur de contracter le virus ?

Franchement, au début, avec le nombre de morts qu'on nous annonçait, j'ai pensé fermer la boutique pour au moins quinze jours. Ça sert à quoi le commerce, l'argent, ce que je fais là si c'est pour attraper le virus ? Ce qui m'a rassuré, c'est le confinement et la façon dont les gens respectent les consignes dans le magasin. Ils m'encouragent et me disent que les moyens de protection que j'ai mis en place sont efficaces. Les premiers jours, j'étais vraiment stressé. Et puis, les clients me remercient d'être là. Ils préfèrent venir chez moi que faire

la queue dans les grandes surfaces. C'est un petit magasin, c'est vrai, mais on y trouve de tout. Ça m'a vraiment donné du courage.

Propos recueillis par **Maya Kaci**

Yazid Makhilla, Le Panier Oriental, 17, avenue de la République

« C'est une fierté de pouvoir aider le personnel hospitalier »



Khalil Amdouni effectue son service sur les lignes de bus 105 et 170.

Bien que fortement réduit, le service de bus de la RATP continue de fonctionner pour transporter ceux qui ne peuvent pas se mettre en télétravail. **Khalil Amdouni**, conducteur de bus, est l'un de ces anonymes qui bravent les dangers de l'épidémie.

Il est 16 h 30 et Khalil Amdouni, conducteur de bus, a fini sa journée de travail. Une fois son véhicule garé au dépôt d'Aubervilliers, il passe une lingette nettoyante sur le volant et le tableau de bord du véhicule avant de se désinfecter les mains au gel hydroalcoolique. Depuis presque un mois, ces gestes sont devenus pour lui des automatismes. Il assure que la Régie prend la sécurité des agents et des voyageurs très au sérieux. « On ne porte pas de masque, mais tout a été fait pour travailler dans les meilleures conditions possibles. Les bus sont nettoyés et désinfectés avec des produits virucides avant chaque prise de poste », assure-t-il. Pourtant, au dépôt, des voix discordantes se font entendre, surtout depuis le décès de Georges Merlot, un cadre très apprécié du centre bus d'Aubervilliers, emporté il y a tout juste deux semaines par le Covid-19. Certains machinistes dénoncent une désinfection bâclée des postes de conduite, un nombre de cas de contamination parmi les agents minimisé par la direction ou une réduction du service mal pensée. 30 % des bus circulent mais, si sur certaines lignes les bus sont vides, d'autres connaissent, aux heures de pointe, une affluente qui empêche le respect de la

distance de sécurité obligatoire d'un mètre entre chaque passager.

Machiniste sur les lignes 105 et 170 (qui traversent Aubervilliers), Khalil Amdouni ne se sent pas pour autant en danger. « La vente de tickets à bord a été suspendue. Les gens peuvent toujours acheter un ticket dématérialisé par SMS avec leur smartphone. La première rangée de sièges derrière le conducteur a été condamnée par de la rubalise et les voyageurs ne peuvent monter que par l'arrière du bus », assure le conducteur sous le contrôle du service de presse de l'entreprise.

SÉCURITÉ RENFORCÉE

D'autres mesures viennent compléter ce dispositif. Pour être isolés au maximum, les conducteurs roulent avec la vitre anti-agressions relevée et les bus s'arrêtent à tous les arrêts pour que les voyageurs n'aient plus à demander l'arrêt en appuyant sur un bouton. Enfin, des affichettes rappellent les gestes barrières et les mesures d'hygiène indispensables pour freiner la propagation du coronavirus. La RATP assure que 1 300 agents sont mobilisés pour nettoyer les véhicules et sensibilisés aux zones spécifiques de contact à désinfecter avec soin.

NAVETTES SPÉCIALES

La réduction de service sur les lignes habituelles des agents a libéré un volume d'heures de travail inutilisé. La RATP a donc proposé la mise en place de 22 lignes spéciales de bus réservées aux personnels hospitaliers, aux personnels des EHPAD et des cliniques privées, à la police et aux pompiers pour relier les gares parisiennes à tous les hôpitaux de Paris et de la proche banlieue. Les tracés et les points de desserte ont été élaborés en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) avec un bus toutes les trente minutes. « Quand mon REL [Responsable d'équipe

de ligne, ndlr] a demandé s'il y avait des volontaires, j'ai sauté sur l'occasion. Je devais le faire. C'est très important de pouvoir aider les soignants et c'est une fierté pour moi de pouvoir dire que j'ai contribué à ma façon à traverser cette crise. » Peu empruntées dans les premiers jours, ces navettes, identifiées par une signalétique spécifique (une girouette indiquant « Service spécial » et des affiches sur les portes du bus,) sont désormais connues des soignants qui les utilisent. « Ils sont contents d'avoir un service de transport qui leur est dédié. Certains viennent nous voir pour nous remercier d'être là pour eux », ajoute Khalil Amdouni. Le trafic des Noctiliens, également très empruntés par les soignants, est maintenu à 100 %.

HÉROS DU QUOTIDIEN ?

Afin de valoriser tous ceux qui participent à cet effort collectif (et soigner sa communication !), la RATP a lancé une opération sur les réseaux sociaux pour donner la possibilité au grand public de remercier le personnel soignant, mais aussi les hôtes de caisse de supermarchés, les pharmaciens, les livreurs, les ouvriers qui continuent à travailler et, bien sûr, les agents de la RATP qui les transportent chaque jour. Les messages laissés par le public sur Twitter accompagnés du hashtag #UneLignePourVous sont ensuite diffusés sur les 700 écrans

« Je ne pense pas au risque de contracter la maladie. Je veux me rendre utile »

des transports parisiens (bus, métros, tramways) et des stations de métro et de RER. Bien sûr, Khalil Amdouni apprécie le soutien de son entreprise, mais ne se sent pas un héros pour autant. Le machiniste qui vit à Aubervilliers reste modeste : « On n'a pas autant de mérite que les médecins ou les infirmiers. On est un service public, on fait juste notre travail. Je ne pense pas au risque de contracter la maladie. Je veux me rendre utile, c'est ce qui compte et ce sont mes valeurs », conclut-il. **Michaël Sadoun**

LIVRAISONS À DOMICILE

Pour respecter au maximum le confinement, limitez vos sorties et, si vous ne pouvez pas vous déplacer, certains commerçants de la ville (boucheries, fromageries, primeurs, supermarchés...) ont mis en place des services de livraison à domicile (parfois payantes, parfois gratuites à partir d'une certaine montant d'achats). Vous trouverez la liste de ces commerces sur le site Internet de la mairie à l'adresse suivante : www.aubervilliers.fr/les-commerçants-d-Aubervilliers-vous-livrent-a-domicile

Si vous êtes commerçant et souhaitez vous aussi être référencé dans cette liste, un **formulaire d'inscription** est également disponible à cette même adresse.

LE PASS NAVIGO RATP REMBOURSÉ

Toutes les personnes qui prennent un **abonnement mensuel** (75,20 €) et qui sont autorisées à se rendre au travail faute de pouvoir télétravailler verront leur pass Navigo RATP du **mois d'avril 2020** remboursé. Dans les prochaines semaines, les personnes qui ont un **abonnement annuel** pourront également remplir une demande de remboursement du mois d'avril. La seconde quinzaine de mars à partir de laquelle le confinement a été imposé est en revanche perdue.

PRESTATIONS SOCIALES

Le versement des prestations sociales (APL, RSA, etc.) a généré des inquiétudes de la part de nombreux bénéficiaires habitués à retirer leur argent en liquide à leur bureau de poste. En effet, depuis le début du confinement, la Poste a réduit les heures d'ouverture de ses bureaux pour protéger ses salariés. Seuls 39 des 93 bureaux de poste habituels sont ouverts en Seine-Saint-Denis. À Aubervilliers, **seuls deux bureaux sont ouverts pour les allocataires clients de La Banque postale** : Aubervilliers Principal (2, avenue de la République) et Aubervilliers Montfort (166, rue Danielle Casanova).

Mettre à l'abri les personnes les plus vulnérables

Pour freiner la propagation du coronavirus, le confinement est la mesure la plus efficace. Mais pour les migrants, les personnes en grande précarité ou pour les sans domicile fixe, cela est impossible.

La préfecture de Seine-Saint-Denis et la ville d'Aubervilliers se sont mobilisées pour les mettre en lieu sûr.

Les agents municipaux, les agents de Plaine Commune et de Plaine Commune Développement, les organisations humanitaires, les opérateurs de l'hébergement d'urgence et la police s'étaient donné rendez-vous mardi 24 mars 2020, à 6h30 du matin, pour le brief avant l'évacuation du camp de migrants de la rue Madeleine-Vionnet sur les bords du canal. Depuis le démantèlement du bidonville de la porte d'Aubervilliers fin janvier, ce campement insalubre installé sur une friche derrière le centre commercial du Millénaire avait gonflé jusqu'à atteindre près de 350 personnes (essentiellement des hommes originaires d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient) entassées dans des tentes misérables et des abris de fortune. L'évacuation avait été demandée par la société d'économie mixte Plaine Commune développement, propriétaire du terrain. « En tant que propriétaire de terrains, Plaine Commune Développement est en droit de demander des ordonnances juridiques adéquates afin que ses terrains ne soient pas occupés illégalement », explique Catherine Léger, Directrice générale de Plaine Commune Développement. « Compte tenu de la demande de mise à l'abri du confinement, les migrants ne pouvaient pas rester comme ça. Il y avait urgence, même s'il y a toujours urgence à ce sujet », ajoute-elle.

C'est donc bel et bien l'urgence sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 et la pression de la Municipalité et des riverains inquiets qui ont poussé le préfet à précipiter les choses.

OPÉRATION HUMANITAIRE

« Habituellement, lors des expulsions, les migrants se sauvent. Là, ils étaient en demande d'être secourus et

évacués. Tout le monde a peur du coronavirus. Lorsque le bruit a couru qu'ils allaient être mis à l'abri, ils se sont donné le mot et attendaient. Tout s'est déroulé dans le calme. C'est une réaction normale d'autant que beaucoup d'entre eux sont dans une situation de santé fragile », explique Lino Ferreira, conseiller au cabinet de la Maire pour les questions de sécurité et d'amélioration de la qualité de vie. Les associations qui avaient alerté sur la situation dramatique de ce campement avaient recensé un peu moins de 350 personnes. Deux compagnies de CRS avaient sécurisé le périmètre autour du campement. Au final, ce sont 732 personnes qui ont été dénombrées. « Une telle affluence n'était pas prévue. Les services de la préfecture se sont retrouvés débordés et sans solution d'hébergement pour tout le monde. Les capacités de transport et d'accueil ont été largement sous-estimées », témoigne Lino Ferreira.

Malgré tout, à 8 heures, les migrants en file indienne ont pu monter dans les bus. Ces derniers ont dû faire plusieurs rotations, d'autant qu'ils n'étaient remplis qu'à moitié pour respecter la distanciation sanitaire de sécurité entre chaque passager. En plus des 35 employés municipaux, des associations comme France terre d'asile pour la traduction et Médecins sans frontières (MSF) et Médecins du monde (MDM) pour les bilans sanitaires étaient également présents pour veiller au bon déroulement de l'opération. Du fait de la crise sanitaire, c'est une véritable mise à l'abri qui a été effectuée. Toutes les personnes présentes dans le campement ont été prises en charge dans des conditions bien meilleures que d'habitude.

SOLUTIONS D'URGENCE

Pour en arriver là, il fallait d'abord trouver une solution pour doubler le nombre de places d'hébergement initialement envisagées. Fidèle à son engagement humaniste, la Municipalité d'Aubervilliers a proposé l'une des tours de l'ancienne caserne de gendarmerie pour accueillir une partie des migrants. « Dès qu'un campement se forme sur notre territoire, la Municipalité a toujours œuvré auprès des services de la Préfecture, et en lien avec les associations pour que ces personnes puissent être mises à l'abri », tient à rappeler Mériem Derkaoui, mais « les communes n'ont pas les missions régaliennes de l'Etat ni les équipements publics adaptés pour assurer un accueil digne des demandeurs d'asile ». « C'est humainement compliqué quand nos terrains sont occupés par des camps de migrants qui s'installent dans des conditions épouvantables. Ce peut être un tiraillement vis-à-vis de ces personnes qui frappent à notre porte et ce n'est pas juste que ce soit juste nous et les villes qui soient confrontés à ce genre de tiraillement », ajoute Catherine Léger.

Consciente de l'effort de la Ville, la préfecture a

finaleme nt préféré chercher d'autres points de chute en Seine-Saint-Denis. Dans l'intervalle, avec l'accord de Mériem Derkaoui, 170 migrants surnuméraires non prévus ont été conduits en transit pour la matinée au gymnase Manouchian, rue Lécuyer. « Le gymnase Manouchian a la particularité d'avoir un espace gymnase, un dojo, une salle polyvalente en plus d'un grand espace extérieur. Ce qui a permis d'espacer les personnes prises en charge pour limiter au maximum les risques de propagation du virus au cas où il y aurait eu des personnes contaminées », explique Lino Ferreira. Des kits repas préparés habituellement pour les écoles leur ont été distribués pour le déjeuner et le dîner.

RISQUE DE CONTAMINATION

Avant leur départ du camp, les médecins de MSF ont procédé à une évaluation rapide de la santé de chacun des migrants. Il n'était pas possible de pratiquer sur place un dépistage systématique de chaque personne à risque, mais 25 personnes présentant des symptômes (toux et fièvre) suspects d'une contamination au Covid-19 ont immédiatement été dotés de masques et isolés.

Les deux tiers des migrants ont finalement été répartis dans des hôtels réquisitionnés à Stains, Drancy, aux Lilas et à Rosny-sous-Bois et dans deux gymnases à Livry-Gargan et aux Pavillons-sous-Bois. Le dernier tiers a été provisoirement orienté vers deux gymnases de Paris. Tous resteront dans ces hébergements financés par l'État jusqu'à la fin du confinement. « Alors qu'on nous dit tout le temps qu'on ne peut rien faire pour ces malheureux, la crise sanitaire nous montre qu'il est

tout à fait possible pour l'État de mettre ces personnes à l'abri, de leur trouver des hébergements décentes dans l'attente d'examiner sereinement leur situation administrative et leur demande d'asile », constate Roland Ceccotti-Ricci, conseiller municipal délégué à la lutte contre les exclusions et au droit des étrangers. Le jour-même, en fin de matinée, Mériem Derkaoui a tenu à remercier les agents municipaux, ceux de Plaine Commune et Plaine Commune Développement, de la préfecture et les associations pour le bon déroulement de cette opération humanitaire. La mise à l'abri des sans domicile fixe est plus compliquée. « On ne peut pas faire grand-chose car bien souvent ils ne veulent pas être mis à l'abri et on ne peut rien faire contre leur gré. Ils ne sont qu'une dizaine dans Aubervilliers. On reste attentifs à leur état », explique Lino Ferreira. De fait, les services sociaux ont renforcé des mesures déjà existantes et leur distribuent des repas quand ils veulent. Le CCAS est également attentif à la situation sanitaire des personnes en grande précarité qui vivent dans des squats. **Michaël Sadoun**



» Les migrants surnuméraires ont été conduits pour la matinée au gymnase Manouchian, le temps de leur trouver des structures d'accueil.



» Un peu moins de 350 migrants étaient attendus pour être évacués. Au final, ce sont 732 personnes qui ont été secourues.

Le confinement exacerbe les violences conjugales

Depuis le 17 mars dernier, le nombre d'interventions policières a bondi de 36 % dans la zone de la préfecture de police de Paris (qui inclut la Seine-Saint-Denis). Si l'on ne dispose pas de chiffres spécifiques, il n'y a hélas aucune raison que la tendance ne soit pas la même dans la commune.

La situation inédite induite par la crise sanitaire et le confinement entraîne un paradoxe : alors que les violences conjugales explosent, les mises à l'abri sont en forte baisse. Les raisons sont multiples.

UNE SITUATION FIGÉE

En Seine-Saint-Denis, les associations d'hébergement des femmes victimes de violence affichent très souvent complet en temps normal. Mais le plus souvent, le système D fonctionne. « Habituellement, on se débrouille

toujours pour répondre à l'urgence en installant un lit de camp dans une chambre déjà occupée par exemple. Aujourd'hui, avec le risque de contamination et la distanciation sociale, on ne peut pas prendre le risque de rajouter des gens dans les structures déjà pleines », témoigne Sylvie Pottier, responsable de La Main tendue, une association qui gère quatre structures d'hébergement collectif et accueille 150 personnes. En temps normal, ces structures ont pour vocation d'offrir temporairement un toit à des femmes en situation d'urgence qui fuient un conjoint violent. Des places se libèrent régulièrement lorsque leur situation s'améliore (éloignement du conjoint, attribution d'un logement pérenne, etc.). Depuis la mise en place du confinement, tout est figé. Les sorties ne peuvent plus se faire, puisque les démarches (divorces, relogement, etc.) des résidentes pour s'en sortir sont gelées.

INTERDICTION DE SORTIR...

La situation n'est pas simple non plus pour les femmes déjà hébergées par les associations avant le début du confinement, mais fragilisées par des années de violences conjugales. L'isolement et la séquestration sont des stratégies fréquentes chez les conjoints violents. « Nous accueillons des femmes qui sont traumatisées par ce qu'elles ont vécu. Le confinement leur rappelle parfois l'enfermement et les brimades du conjoint violent. Les repas ne sont plus pris en commun dans le réfectoire, mais seule dans les chambres. Elles doivent prévenir lorsqu'elles sortent pour une balade quotidienne avec leur attestation. Elles se sentent en prison et vivent très mal le confinement », explique Sylvie Pottier.

... MAIS PERMIS DE FUIR

Les femmes confinées avec un homme violent ont, du fait du confinement, moins d'opportunités qu'avant de sortir discrètement pour venir demander de l'aide à une association. Depuis le 4 avril, elles peuvent le faire dans les pharmacies de la ville qui appliquent désormais le dispositif mis en place par l'État pour accueillir en urgence, informer et orienter les femmes victimes de violences directement dans les officines. Un nouveau numéro d'urgence, le 114, a également été mis en place. Il permet d'alerter la police ou le SAMU par sms et s'adresse aux femmes qui ne peuvent ni sortir ni faire de bruit en téléphonant. Malgré la difficulté à mettre à l'abri les femmes victimes, les associations et les services sociaux de la Ville l'assurent : « En cas de danger, une mise à l'abri à l'hôtel financée par la DRIHL [Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement] est envisageable », rassure Sylvie Pottier. Il est à noter aussi que la municipalité prend en charge un agent affecté au sein du commissariat afin d'aider et d'écouter les victimes : il suit avec grande attention leur dossier.

Sur un territoire comme Aubervilliers, si le confinement aggrave les violences, il accroît aussi la précarité. Certaines femmes ne peuvent plus aller travailler et se retrouvent sans ressources du fait de la crise sanitaire. « À Aubervilliers, une solidarité incroyable s'est mise en place. Nous avons fait un appel aux dons. Claudine Pejoux, conseillère municipale déléguée à l'Action sociale nous a beaucoup soutenues et a relayé notre appel aux dons. Je crois qu'après cette crise, ce réseau d'entraide va perdurer », conclut Sylvie Pottier sur une note d'espoir. **M.S.**

« Cette pandémie a changé non pas mon quotidien, mais notre vie »

Nous expérimentons tous le confinement de manière unique. Nous avons échangé avec **quatre familles** qui vivent quatre situations différentes, quatre histoires.

L'épidémie du coronavirus ne laisse personne indifférent. Elle préoccupe et touche de près ou de loin tout le monde : des pays, des régions, des villes entières. Depuis l'annonce officielle du confinement, le 16 mars dernier, notre quotidien est chamboulé. Beaucoup se sont réjouis de pouvoir manquer l'école, de rester chez eux ou de ne plus devoir aller au travail. D'autres se sont alarmés. Pour tous, c'est l'occasion de passer du temps en famille ou, à l'opposé, de (re)découvrir la solitude.

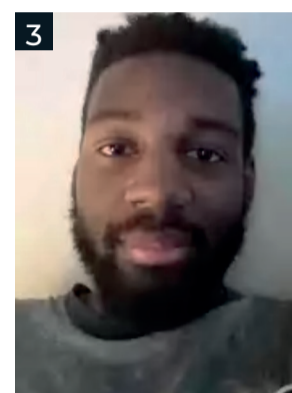
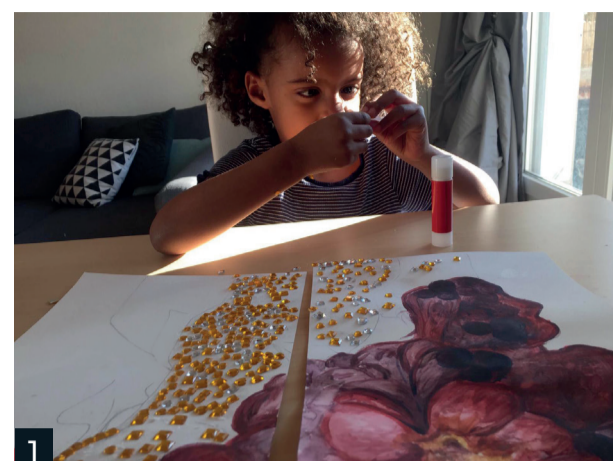
Enfants, parents, tous ont dû s'adapter à ce nouveau quotidien. Des habitudes à retrouver ou à prendre. « Je suis confinée avec ma fille de 4 ans, Nayla. C'est un véritable chamboulement. Depuis que ma fille ne va plus à l'école, il faut assurer un enseignement et une instruction à la maison pour ne pas engendrer des retards d'apprentissage. Donc là, je lui propose "classe" le matin et "activités ludiques" l'après-midi. Ça me rend admirative du corps enseignant. C'est un métier tellement important ! », raconte Chahinez B., 30 ans, habitante du quartier du centre-ville. Le confinement est un terme nouveau pour les enfants. Pour eux, ce sont presque des vacances forcées. Mais pour une enfant de 4 ans, le confinement, ça peut vite devenir lassant. « J'ai énormément verbalisé l'enfermement et le virus avec elle. Elle comprend, mais ne peut s'empêcher de me demander quand elle reverra ses copines et la famille. Ça crée un manque, c'est ce qui est le plus dur à combler. J'essaie d'éviter la routine pour qu'elle ne s'aperçoive de rien », précise l'Albertivillarienne.

Et le travail dans tout ça ? Certains sont au chômage partiel, d'autres ont dû s'adapter pour continuer de travailler. C'est le cas de Maud C., enseignante en CM2, habitante du quartier des Quatre-Chemins. « Pour mon travail, c'est compliqué. Même si mes élèves sont autonomes avec les outils numériques, leur motivation est soumise au

soutien que peuvent ou veulent fournir leurs parents. J'ai un contact quotidien avec eux. C'est un travail très chronophage, j'ai des journées encore plus denses qu'à l'accoutumée », explique Maud. Forcément, cette nouvelle organisation demande des efforts quotidiens pour toute la famille. « Mes trois enfants vivent le confinement relativement bien. Ils suivent le rythme qu'on s'est fixé. Le matin, ils font leurs devoirs, les exercices du jour donnés par leurs professeurs. Le seul problème c'est l'ordinateur, on doit se le partager à quatre et ce n'est pas forcément simple », rapporte Maud. Malgré les soucis logistiques, la vie continue, et les Albertivillariens s'adaptent au fur et à mesure des nouvelles consignes de prévention contre le Covid-19.

Si certains arrivent à relativiser, d'autres sont plus préoccupés face à la crise que nous traversons. C'est le cas de Karim S., 29 ans, serveur dans un restaurant. « Depuis le confinement, je suis au chômage partiel. Le restaurant dans lequel je travaille est fermé. Du coup, niveau salaire, c'est compliqué. Financièrement, je risque d'être dans le dur comme je ne vais pas être payé à 100% », explique l'Albertivillarien. Au-delà de l'urgence sanitaire, l'isolement et l'arrêt de la majorité de l'activité du pays entraînent des difficultés financières pour de nombreux travailleurs. « Pour le moment, je suis dans le flou. Je vis seul, je ne sais pas comment je vais faire pour le mois prochain. Il ne faudrait pas que la situation s'éternise, sinon ça risque de devenir vraiment compliqué », s'inquiète Karim.

En plus des problèmes financiers, le confinement peut aussi avoir des répercussions sur le moral des Albertivillariens. Charline Y., étudiante en Master de médiation culturelle, est passée par plusieurs étapes. « Je suis en ERASMUS dans le nord-est de l'Espagne. J'ai quitté Saragosse le 10 mars dernier. À la fac, tout le monde était inquiet, mais les mesures n'ont été prises qu'une fois que je suis arrivée en France. J'ai été soulagée de pouvoir vivre le confinement avec ma famille plutôt que toute seule à l'étranger. Je me suis aussi vite demandé comment ça allait se passer pour mes cours, pour valider mon année », nous confie Charline. Même si le confinement était attendu, son annonce officielle a matérialisé l'urgence de la situation. Pour beaucoup, c'est une première et forcément des doutes émergent. « Parfois, ça va, mais parfois je suis angoissée. La situation est exceptionnelle. Ça fait peur. L'annonce de la "guerre sanitaire" me fait peur. J'ai peur pour mes proches, j'ai peur qu'il leur arrive quelque chose et que je ne puisse pas être là pour eux », conclut l'étudiante de 22 ans. **Quentin Yao Hoquante**



» Pendant le confinement, chacun s'occupe comme il le peut. Pour les plus jeunes comme Nayla (1 et 4), Basile (2) et Garance (5), c'est l'école à la maison.

» Pour Karim (3), serveur dans un restaurant, les questions d'ordre matériel s'additionnent chaque jour.

